



LIBERTAD PARA LOS 5, NO MAS BLOQUEO!

**EL OTRO CORREO**

Roxana.elotrocorreo@orange.fr tel : 06 17 62 51 11



**RENCONTRES AVEC DES PEUPLES EN LUTTE**

**CHRONIQUE DES AMERIQUES** Radio libertaire, 89.4, le vendredi à 17H



Bonjour à tous et à toutes

La Chronique des Amériques commence par des rendez-vous militants pour défendre les droits humains et de l'environnement :

**Vendredi 12 octobre de 18 à 20H, au BAR RESTAURANT "LE LIEU DIT", 6 Rue Sorbier, 75020, Paris M° Menilmontant ou Gambetta**

Le Collectif Paraguay nous propose de **rencontrer MARTÍN ALMADA** et d'assister auparavant à la **projection du film "La Terre sans mal" d'Anna Recalde Miranda.**

Martin Almada, avocat paraguayen, a reçu le Prix Nobel Alternatif de la Paix en 2002 pour son engagement dans la défense des droits de l'homme et de l'environnement. Prisonnier politique sous la dictature de Stroessner au Paraguay, il a découvert en 1992 (après de longues années d'enquêtes) **les "Archives de la Terreur"** des tonnes des documents de la Police secrète du stonisme, qui dès la première réunion avait créée les bases **de l'opération condor en Amérique du Sud.** Ces archives sont d'une grande valeur dans la lutte contre l'impunité au Paraguay et dans le continent sud américain; et pour la récupération de la mémoire historique de la lutte du peuple paraguayen contre la féroce dictature de Stroessner. Martin Almada de passage à Paris fera le point sur la situation politique après le coup d'état parlementaire et en même temps commémorera les 20 ans de la découverte des archives de la terreur au Paraguay.

**Vendredi 12 octobre 2012 à 20h30 au Magic Cinema, dans le Centre commercial Bobigny 2 Rue du Chemin vert à Bobigny (93) Métro, bus, tram : Bobigny Pablo Picasso** entrée libre, Réservations : 01 41 60 12 33

Projection débat, La justice en procès : l'affaire Mumia Abu-Jamal  
**Projection du film de johanna fernandez (12 octobre / 20H30 à Bobigny),** documentaire produit par la porte-parole de Mumia Abu-Jamal, Johanna Fernandez évoquant la violence du procès de Mumia et la fabrication courante de preuves pour condamner les afro-américains et les latino-américains. La projection sera suivie d'un débat avec **Johanna Fernandez** . **Samedi 13 octobre à 11h** sera inaugurée la rue Mumia Abu-Jamal, du nom du citoyen d'honneur de Bobigny. Aux côtés des collectifs de soutien, Catherine Peyge, maire de Bobigny, rendra hommage au citoyen d'honneur de la ville depuis 1999 en présence de son fils, Jamal Hart, et de sa porte-parole, Johanna Fernandez.

**Samedi 13 octobre à 15h devant l'Ambassade du Japon, 7 Avenue Hoche Métro Courcelles**

Rassemblement en solidarité avec les opposants au nucléaire au Japon Révolution des Hortensias. Ainsi dans ce pays où les mobilisations populaires ne sont pas coutumières , ce sont environ 200.000 personnes se sont retrouvées à Tokyo le 29 juillet 2012 pour s'insurger contre la décision de redémarrer deux réacteurs, et demander l'arrêt définitif du nucléaire. **Rassemblement avec des bougies, des percussions et pas de logos**

**Mercredi 17 octobre 2012 à 18h au Pont Saint-Michel, Métro Saint-Michel**

**Aura lieu la Manifestation « 17 octobre 1961- 17 octobre 2012 », 51ème anniversaire : Vérité et Justice Des prises de paroles sont prévues, au nom du Collectif par "Au Nom de la Mémoire", la LDH, Le MRAP** pour rappeler que le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre feu discriminatoire qui leur avait été imposé par Maurice Papon, préfet de police de Paris défendant leur droit à l'égalité, exprimant leur aspiration à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La réponse apportée fut la répression : des arrestations, des assassinats, par milliers de ces manifestants dont par la "force de police auxiliaire" - ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Cette manifestation n'est pas une simple commémoration car la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, - en particulier la Guerre d'Algérie - pas plus que dans le crime d'Etat que constitue le 17 octobre 1961. Certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des "bienfaits de la colonisation", à célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République. Pire il avait été question

sous la présidence de Nicolas Sarkozy du transfert des cendres du général Bigeard aux Invalides, une pétition recueillant près de 10.000 signatures avait empêché la concrétisation du projet et bien sachez que sous la nouvelle présidence, le Ministre de la Défense va inaugurer une stèle à la gloire de cet officier tortionnaire sur le mémorial des guerres d'Indochine à Fréjus, le 20 novembre prochain (annonce faite sur le site du ministère). Un portrait plus qu'élogieux est dressé de l'inventeur des crevettes Bigeard, méthode d'élimination des corps suppliciés des opposants politiques, méthode utilisée dès 1954 au Mexique et généralisée dans le cadre de l'Opération Condor enseignée par le Général Aussaresses (et les officiers supérieurs instructeurs associés Lacheroy, Trinquier...)

### Ce qui donne une acuité particulière à la rencontre débat du

**SAMEDI 27 OCTOBRE 2012 DE 11 A 21H**

**A LA MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE**

**28 RUE VICTOR HUGO A MALAKOFF.**

*Ligne 13 métro Malakoff, Plateau de Vanves*

**DE LA BATAILLE D'ALGER A L'OPERATION CONDOR,  
L'INTERNATIONALE DE LA DROITE-EXTREME HIER ET AUJOURDHUI**

**1ère partie de 11H à 13H** : De la Bataille d'Alger à la pérennisation des thèses de l'OAS et à la réhabilitation de leurs auteurs condamnés pour crimes (stèles et monuments à leur gloire) avec Alain Ruscio, Rosa Moussaoui, Jean-François Gavoury, Henri Pouillot

- ✚ **Le recours à la torture, aux disparitions forcées, les DOP, l'avant après Bataille d'Alger, les actions de l'OAS** par Henri Pouillot « *La villa Susini, Tortures en Algérie, un appelé parle, juin 1961- mars 1962* » et Alain Ruscio, historien co-coordonateur du travail collectif, « *Histoire de la Colonisation : Réhabilitations, Falsifications et Instrumentalisations* » (Prix du livre anticolonial 2008)
- ✚ **les Lois d'amnistie et les options amnésiques** avec J F Gavoury, Président de l'Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS (Anpromevo) et Rosa Moussaoui, journaliste à l'Humanité, collectif « nonabigeardauxinvalides »

**13 A 14 H : BUFFET AUX SAVEURS ARABO ANDALOUSES**

**2ème partie de 14H à 20H** : De l'Opération Condor à l'instabilité politique créée dans les Amériques

- ✚ **L'Opération Condor , la mise en pratique de la Bataille d'Alger dans les Amériques à 14H** Projection du film de Marie -Monique Robin « Les escadrons de la mort- l'Ecole Française » : la guerre psychologique, torture, disparitions forcées via l'Ecole des Amériques au Chili, Argentine, Guatemala, Bolivie, Paraguay.... **De 15H30 à 17H** débat avec Nils Andersson éditeur et analyste politique, Sergio Zamora Torres « 7 heures entre les mains de la DINA » Yvelinedition, Gregory Lassalle, cinéaste, Collectif Guatemala ...
- ✚ **Les prolongations actuelles dans les Amériques de 17H30 à 20H**, : attentats, coups d'états, campagne médiatique de déstabilisation des gouvernements démocratiquement élus avec Hernando Calvo Ospina « *Dissidents ou mercenaires ? Des États-Unis à l'Europe pour déstabiliser Cuba* (co-auteur Katlin Declercq) 1998 ; « *L'équipe de choc de la CIA* » Le Temps des cerises, Paris, 2009 ; des représentants du Collectif Paraguay, d'Alerte Honduras....

**20H REPAS AVEC MUSIQUE DES AMERIQUES**

**RESERVATIONS** conseillées pour la restauration : le midi, Buffet aux saveurs arabo andalouses avec une sangria 10€ Le soir, Repas des Amériques avec un mojito 12€ / avant le 25 octobre : 20€ les 2 repas ([roxana.elotrocorreo@orange.fr](mailto:roxana.elotrocorreo@orange.fr))

**Conception de la rencontre du 27 octobre : Roxana, el otro correo/ rencontres avec des peuples en lutte**

Nous passons à l'actualité des Amériques qui nous conduira à revenir sur certaines des thématiques évoquées mais d'abord un constat général : les inégalités dans les Amériques se sont accrues selon un rapport de l'ONU

180 millions de Latino-américains, c'est-à-dire, plus d'un tiers de la population du continent, vivent dans la pauvreté. 20% de la population la plus riche perçoit des revenus 20 fois supérieurs à 20% des plus pauvres.

Ainsi le Brésil, qui a atteint un développement économique considérable ces dix dernières années accuse la pire distribution de la richesse dans la région malgré les efforts déployés par le gouvernement de l'ancien président Luiz Inacio Da Silva « Lula »

Par ailleurs, les inégalités sociales ne se limitent pas à la distribution des revenus, ce sont aussi les inégalités d'accès à l'éducation et à la santé en notant toutefois les efforts de plusieurs gouvernements populaires pour réduire les inégalités sociales comme l'Equateur et le Venezuela. Des avancées que la presse occidentale persiste à cacher alors que le Venezuela et l'Uruguay sont les pays où les richesses sont les mieux distribuées des Amériques, la presse occidentale préférant célébrer les pratiques du Chili considéré comme la vitrine du capitalisme, depuis les doctrines économiques à caractère néo-libéral mises en pratique sous le régime de Pinochet. Entre 1990 et 2005, l'économie chilienne a observé une croissance moyenne de 4,2% mais les gouvernements installés au pouvoir démocratiquement après Pinochet n'ont pas amélioré la répartition des richesses et comme l'ont montré les mouvements sociaux de l'an passé les options libérales ont gagné du terrain, rappelons que ces mouvements luttèrent contre la privatisation et l'accroissement des inégalités dans l'accès à la santé et à l'éducation.

**Préserver le système inégalitaire, consolider le pouvoir des latifundistes voire le renforcer tels sont les objectifs des politiques gouvernementales qui reçoivent l'assentiment des Etats-Unis**

Les gouvernants étasuniens veillent à ce que les expériences gouvernementales tendant à plus de justice sociale soient les plus brèves possibles dans les Amériques, n'hésitant pas à renverser les gouvernements que ce soit Arbenz au Guatemala en 1954, Allende au Chili un 11 septembre (en 1973), où s'exprima la conception de la démocratie des Etats-Unis quand le Chili se réveilla avec la nouvelle du coup d'État contre le gouvernement constitutionnel de l'Unité populaire d'Allende. Le samedi 27 octobre, nous reviendrons avec Sergio Zamora sur le Chili sous le joug de la DINA, et présenterons l'Opération Condor (ou Plan Condor une stratégie inspirée de la Bataille d'Alger de recueil de renseignements par la torture, les assassinats, les disparitions forcées, conduite conjointement par les services secrets du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay au milieu des années 1970. Les dictatures militaires de Pinochet (Chili), Stroessner (Paraguay) Videla (Argentine), Bordaberry (Uruguay), Banzer (Bolivie) et Geisel (Brésil) ont ainsi envoyé des agents secrets poursuivre et assassiner les dissidents politiques jusqu'en Europe (France, Italie, Portugal, Espagne...) et aux États-Unis (phase 3 de l'opération Condor, qui culmina avec l'assassinat de l'ancien ministre d'Allende, Orlando Letelier, en septembre 1976 à Washington D.C.). Au nom d'une prétendue lutte contre les « guérilleros terroristes gauchistes » héritiers du Che et inspirés par les révolutionnaires cubains, la répression s'est rapidement étendue à l'ensemble de la population. Nous mentionnerons aussi la dimension génocidaire des violences contre les populations en Amérique Centrale notamment au Guatemala (200 000 morts principalement d'origine indigène) avec le cinéaste Grégory Lassalle du Collectif Guatemala.

Enfin nous ne manquerons pas dans le cadre de la rencontre du 27 octobre de faire état des dérives actuelles dans les Amériques avec l'instabilité politique créée à coup de campagnes médiatiques, de remise en question de la légitimité des gouvernements progressistes démocratiquement élus sans renoncer aux recours aux coups d'état comme au Honduras et au Paraguay qui connaissent respectivement depuis 2009 et depuis juin 2012 le retour de la dictature.

Comme nous l'avons évoqué dans l'émission précédente en marge de l'activité à la Commune d'Aligre, la répression se généralise au Paraguay qui s'était vu choisir son président par les Etats Unis dès 1954 quand Alfredo Stroessner fut placé au pouvoir par un coup d'État et y demeura pendant plus de trente-quatre ans. Il fut « réélu » à huit reprises, en remportant des élections frauduleuses où il se présenta comme candidat unique : 1958, 1963, 1968, 1973, 1978, 1983 et 1988. Dès 1955, Stroessner fit adopter une loi qui accordait un traitement encore plus privilégié aux capitaux étrangers dont les entreprises étasuniennes furent principales bénéficiaires, définissant la politique économique du pays pendant que le « président », se consacrait à la répression. Renversé le 3 février 1989, par un autre coup d'État, mené par le général Andrés Rodriguez Pedotti, qui prit la tête d'un gouvernement provisoire avec le soutien de l'Église catholique et du gouvernement des États-Unis. Le nouveau président fit emprisonner le dictateur avant de l'envoyer en exil à Brasilia. En 2008, 18 jours seulement après avoir accédé à la présidence du Paraguay, Fernando Lugo dénonçait publiquement le complot de l'ancien président Nicanor Leon Duarte et de l'ancien général Lino Oviedo visant à le destituer par la force. La tentative a abouti le 22 juin 2012, Lugo a alors été évincé du pouvoir par un coup d'État « constitutionnel » qui remet à jamais la réforme agraire dont a besoin ce pays où 80% de la terre est détenu par 2% de propriétaires.

La réaffirmation de leur pouvoir par les possédants qui a commencé au Paraguay se fait avec des violences vengeresses depuis déjà plus de 3 ans au Honduras « Alors qu'ils revendiquent le respect de leurs droits, les paysans du Bas Aguan, dans le nord-est du Honduras, sont accueillis à coups de matraque par la police du gouvernement de Porfirio Lobo. La « justice » les considère comme des délinquants et leur interdit, de participer à toute manifestation, notamment les dirigeants des mouvements paysans. » . Ainsi 350 paysans du Bas Aguan ont été violemment réprimés à Tegucigalpa pour avoir réclamé devant la Cour suprême de justice une solution d'urgence au conflit agraire de la région nord du pays, ainsi que la fin de la répression et de l'impunité. Sirel Vitalino Alvarez, porte-parole du Mouvement unifié paysan de l'Aguan, un des ceux qui a été interdit de manifestation, a déclaré : « Nous ne cesserons pas de demander justice, et nous n'abandonnerons pas la lutte pour nos droits. Ces jours-ci, nous avons vécu personnellement la manipulation de ceux qui contrôlent le pays. Nous avons constaté leur pouvoir et leurs plans pour nous détruire. Cependant, ils ne pourront pas nous arrêter ; et nous allons continuer à exiger la justice. » 53 sympathisants ou membres d'organisations paysannes du Bas Aguan, un journaliste et sa compagne, auraient été assassinés depuis le mois de septembre 2009, pendant le conflit agraire. Par ailleurs, un paysan est porté disparu depuis le 15 mai 2011. Environ 80 % du Honduras est constitué de forêts. 1% des propriétaires accaparent un tiers des terres fertiles du pays, alors que 375 000 petits agriculteurs manquent cruellement de terre. Par ailleurs, 75 % des produits agricoles nationaux consommés sont produits par les petits producteurs, selon Ollantay Itzam, alors que les grandes entreprises agricoles produisent pour l'exportation, sans grands bénéfices pour le pays.

Tout ce que nous venons de relater établit la poursuite de l'emprise des Etats Unis sur le continent américain qui va jusqu'à définir la musique que les populations peuvent écouter ainsi Les États-Unis empêchent les Van Van d'offrir des concerts à Porto Rico. Les concerts programmés pour la semaine prochaine dans les villes portoricaines de San Juan et de Mayagüez ont été annulés, car le Département d'État des Etats-Unis n'a pas accordé le visa à Samuel Formel, batteur de cet orchestre légendaire. Leo Tizol, le producteur de ces présentations a déclaré dans un communiqué de presse, qu'il est impossible de faire venir les Van Van sans Samuel qui est également le directeur musical de l'orchestre et a fait savoir qu'il fera appel de la décision du gouvernement étasunien.

Nous terminerons avec les élections qui se déroulent ce week end au Venezuela et qui ont donné lieu à une campagne médiatique très virulente ; l'opposition, coalition regroupant les 23 partis s'opposant à Chavez s'est unifiée derrière Henrique Capriles , Gouverneur de l'Etat du Miranda, candidat du MUD (Mesa de la Unidad Democrática soit la Table de l'Unité Démocratique) qui se propose d'appliquer un « package » de mesures néolibérales destiné à ruiner les efforts consentis jusqu'ici en faveur du développement équitable de la société vénézuélienne. Le programme économique présenté par Capriles, appelé Orientations du Programme de gouvernement d'Unité nationale, « prétend rééditer les formules néolibérales au détriment du bien-être de la population avec des mesures orientées vers la privatisation des avoirs publics au profit du capital privé, cherchant à « réorienter » les priorités de l'État, à démanteler le pouvoir économique de l'État et supprimer progressivement les programmes sociaux sous prétexte qu'ils sont trop onéreux pour l'État.

Sous Chavez, 500 milliards de dollars ont été investis dans le développement social de la nation, de telle sorte qu'à l'heure actuelle le Venezuela est le 5è pays au monde ayant le plus grand nombre d'étudiants dans les universités, avec plus de 2 millions- Par ailleurs, 3 millions de logements devront être construits avant 2019, à Zulia 20 000 ont été remis en un an à peine et 26 000 autres sont en construction

Le candidat Capriles a reçu le soutien de RICARDO Koesling. - le dirigeant du parti Piedra qui a déclaré : « les "chavistes", nous allons les sortir à coup de plomb, à coup de poing, à coup de pied ou n'importe comment ». Chef de file de la mafia cubano-américaine de Miami, résidant à Caracas, et représentant au Venezuela du réseau terroriste de Luis Posada Carriles dont il a organisé la fuite de la prison de San Juan de los Morros, en 1985, alors qu'il collaborait au plus haut niveau avec le gouvernement de Jaime Lusinchi. Koesling appartient au même réseau cubano-américain que le terroriste Francisco Pimentel, complice dans les attentats à La Havane en 1997, et Hermes Rojas, qui fut tortionnaire en même temps que Posada Carriles au Salvador. Parmi les relations de Koesling à Caracas, on a pu voir épisodiquement Henry Lopez Sisco, aujourd'hui réfugié au Costa Rica, un tortionnaire et un assassin appartenant à la police secrète pendant le gouvernement de Carlos Andrés Pérez qui a conseillé les réunions entre des membres de la police de Carlos Andrés Pérez et Manuel Contreras, le chef de la DINA (police politique) de Pinochet, en août 1975. Autre relation de Koesling, le putschiste Alejandro Peña Esculsa, aujourd'hui chef de UnoAmérica, l'organisation fasciste latino-américaine soutenue par les anciens militaires de l'Opération Condor, et complice d'actes de terrorisme. Peña Esculsa est toujours sous l'inculpation de possession illégale d'explosifs, après qu'il ait été dénoncé par le terroriste salvadorien Francisco « El Panzon » Chavez Abarca.

**LE PRESIDENT SORTANT A ETE REELU DIMANCHE A LA TETE DU VENEZUELA EN REMPORTANT 54,42% DES SUFFRAGES CONTRE 44,97% AU CANDIDAT DE L'OPPOSITION, HENRIQUE CAPRILES RADONSKI.**

Après dépouillement de 90% des bulletins, Hugo Chavez ne peut plus être battu au Venezuela. "Le candidat Hugo Chavez Frias (a obtenu) 54,42% des suffrages", c'est-à-dire 7.444.082 millions de voix, alors que le principal candidat de l'opposition Henrique Capriles Radonski a réuni 44,97% des voix, soit 6.151.544 des bulletins de vote, a déclaré la présidente du Conseil électoral national (CNE), Tibisay Lucena. "Nous avons atteint une des participations les plus élevées de ces dernières décennies", à 80,94%, a-t-elle ajouté. L'annonce de la victoire du président sortant a été saluée par des tirs de feux d'artifice dans la capitale, Caracas. "Merci à mon peuple aimé !!! Vive le Venezuela !!! Vive Bolivar !!!" et "Merci mon dieu ! Merci à tous et à toutes", a immédiatement écrit sur son compte Twitter le vainqueur, réélu pour un mandat de six ans. Son adversaire Henrique Capriles a reconnu sa défaite et n'a pas relayé les appels à contester l'élection que ses soutiens avaient prévus.